

**FORMATION ET DEPENSE DES REVENUS :  
ANALYSE ET COMPTABILITE**

**DE GOTTARDI CURZIO**

UNI Fribourg, février 1997

## TABLE DES MATIERES

<b>AVANT PROPOS.....</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>FORMATION ET DÉPENSE DES SALAIRES .....</b>	<b>4</b>
1. HYPOTHÈSES DIDACTIQUES .....	4
2. FORMATION ET DÉPENSE DU REVENU SANS PROFIT .....	4
2.1. <i>Formation du revenu</i> .....	4
2.2. <i>Dépense du revenu</i> .....	7
2.2.1. Sans prêt .....	7
2.2.2. Avec prêt .....	8
2.2.2.1. Prêt à l'intérieur de l'ensemble des ménages .....	8
2.2.2.2. Prêt du travailleur à l'entreprise .....	11
3. FORMATION ET DÉPENSE DU REVENU AVEC PROFIT.....	13
3.1. <i>Dépense du salaire et formation du profit</i> .....	13
3.1.1. Le profit réel .....	13
3.1.2. Le profit monétaire et réel .....	14
<b>LA PATHOLOGIE : LE PRÊT DU PROFIT AUX MÉNAGES .....</b>	<b>19</b>
1. HYPOTHÈSES DIDACTIQUES .....	19
2. L'ANTICIPATION DU PROFIT .....	19
3. LE PRÊT DU PROFIT À L'ENSEMBLE DES MÉNAGES.....	20
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>23</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>25</b>

## AVANT PROPOS<sup>1</sup>

Ce papier s'inspire totalement de la pensée du Professeur Bernard Schmitt<sup>2</sup>; cependant il est clair que l'auteur assume l'entière responsabilité des propos qui vont suivre.

## INTRODUCTION

Le capital et son amortissement sont la clé de l'explication des maladies du capitalisme: inflation et chômage involontaire<sup>3</sup>. Le capital est un concept macroéconomique. Il faut donc être macroéconomiste pour le comprendre. Être macroéconomiste signifie avoir la pensée macroéconomique, et avoir la pensée macroéconomique signifie surtout se libérer de la pensée microéconomique. La microéconomie est l'étude du comportement économique de l'Homme, tandis que la macroéconomie est l'étude des lois économiques qui s'imposent à l'Homme. Ces lois sont mécaniques et non comportementales ; quel que soit le comportement de l'Homme, les lois s'imposent. C'est justement dans ce sens que la macroéconomie est sociale.

Le macroéconomiste a pour responsabilité de découvrir ces lois mécaniques à travers l'abstraction. C'est uniquement une fois ces lois comprises que l'Homme peut agir sur le mécanisme pour résoudre les malformations de ce dernier. Du moment que la pensée abstraite, c'est-à-dire la théorie, réussit à expliquer les lois non comportementales qui régissent le fonctionnement du capitalisme, la théorie macroéconomique et la pratique fusionnent. Si la théorie est exacte, elle ne peut qu'être une description de la réalité. Si la théorie ne décrit pas la réalité, on a de deux choses l'une : ou elle est fautive, ou ses hypothèses de départ sont telles qu'elle se retrouve limitée à un modèle.

La microéconomie est restreinte à la modélisation puisqu'elle tente d'expliquer le comportement de l'Homme. L'Homme est en effet d'une telle complexité psychologique que son comportement ne peut être que modélisé. Tout est différent en macroéconomie, les lois s'imposent à l'Homme et, une fois qu'elles sont comprises, l'ensemble théorique qui en découle ne peut que décrire la réalité. Cela ne signifie pas qu'on nie l'importance de la microéconomie<sup>4</sup>. Ce qu'il est capital de faire comprendre, c'est que la macroéconomie n'est pas réductible à la microéconomie : la microéconomie n'est pas le fondement de la macroéconomie. La macroéconomie possède une dimension propre<sup>5</sup>. Cette dimension réside, soulignons-le encore, dans les lois mécaniques qui s'imposent à la volonté de l'« Homo economicus ».

---

<sup>1</sup> L'auteur tient à remercier le Prof. B. Schmitt pour la lecture critique de l'essai, les Maîtres-assistants S. Gay et M. Corti pour leurs conseils, et tous les professeurs et collègues qui ont participé au séminaire de St. Pons 1996 (sous la direction du Prof. M. Villet) pour leurs critiques constructives.

<sup>2</sup> Professeur Ordinaire de théorie économique à l'Université de Fribourg, Suisse.

<sup>3</sup> Le chômage involontaire (ou déflation) consiste dans le fait qu'une partie du produit résultant d'une production qui garantit le plein emploi ne peut pas être vendue. Le chômage involontaire se distingue du chômage volontaire (structurel ou conjoncturel). En effet, le chômage involontaire est pathologique tandis que le chômage volontaire est généré par le fonctionnement normal du système économique (Cencini and Baranzini, 1996, pp. 2-3).

<sup>4</sup> La microéconomie permet l'analyse du chômage volontaire (conjoncturel ou structurel).

<sup>5</sup> cf. le paradoxe de Russell (Russell, 1961, p. 94).

Pour comprendre les lois macroéconomiques nous allons nous appuyer sur la comptabilité<sup>6</sup>. En effet, toute transaction économique est enregistrée dans la comptabilité. Cela est dû au fait que l'économie actuelle est caractérisée par la monnaie bancaire. La monnaie bancaire est créée par les banques et plus exactement par la comptabilité des banques. Tout paiement est une Opération et, c'est cet ensemble de paiements qui définit la macroéconomie. La comptabilité est donc un instrument d'aide à l'analyse qui permet au théoricien d'expliquer tout en demeurant logique. Pour assurer la logique de l'explication, le théoricien doit respecter le fonctionnement strict de la comptabilité à partie double. Ce fonctionnement impose qu'à tout passif corresponde instantanément un actif de montant égal, et qu'à tout actif corresponde instantanément un passif de montant égal. De plus, on va s'apercevoir (nous allons le montrer plus loin<sup>7</sup>) qu'en macroéconomie, la règle comptable est encore plus stricte. En effet, non seulement à tout passif (actif) correspond instantanément un actif (passif) d'un montant égal ; mais cette correspondance se fait nécessairement dans le bilan du même sujet économique<sup>8</sup>. Cependant, la comptabilité pose une limite à l'explication. En effet, elle ne peut qu'enregistrer les résultats des paiements, et non les paiements eux-mêmes. Les paiements sont des « flux instantanés » et, par conséquent, ils n'apparaissent pas dans les écritures comptables. C'est seulement le résultat de ces flux qui trouve une représentation dans les écritures. Pour expliquer le résultat de ces « flux instantanés » lisibles dans les écritures comptables, le théoricien doit décomposer ces écritures. Il s'agit de tenir une comptabilité « macro-analytique ». La tâche est rendue difficile par le fait que les paiements demandent un temps nul pour être effectués. Le théoricien doit donc décomposer un instant qui, par définition, consomme un temps nul, en des « sous-instants ». La tâche n'est pourtant pas impossible grâce à l'abstraction<sup>9</sup>.

L'explication des paiements ne peut pas être comptable. L'explication ne peut être que théorique, car c'est la théorie qui explique les paiements. La comptabilité « macro-analytique » est uniquement un « appui » à l'analyse. Elle est un « langage » qui aide l'expression écrite. Le but recherché est de réussir à comprendre les paiements. En reprenant les termes de Wittgenstein on peut affirmer que la comptabilité « macro-analytique » est une échelle qu'on jette après y être monté (Wittgenstein, 1993, p. 112).

Pour comprendre les lois macroéconomiques on doit analyser la comptabilité « macro-analytique » des banques, des entreprises et des ménages. Les relations entre ces trois éléments définissent le système capitaliste. Dans cet essai, la comptabilité du système bancaire est réduite à la comptabilité d'une seule banque tout comme la comptabilité de l'ensemble des entreprises est résumée dans la comptabilité d'une seule entreprise. La comptabilité de l'ensemble des ménages sera divisée en trois sous-ensembles : la comptabilité de l'ensemble des travailleurs salariés (réduite à la comptabilité d'un seul travailleur salarié), la comptabilité de l'ensemble des ménages emprunteurs (pour l'explication de la dépense du salaire avec emprunt) et la comptabilité de l'ensemble des agents titulaires des revenus non salariaux (pour l'explication des revenus non salariaux). Cette simplification nous permettra de déceler les principes de la formation et de la dépense des revenus sans se perdre dans les détails.

Le but de cet essai est de fournir, avec l'aide de la comptabilité, la base nécessaire pour l'explication de tout paiement, et en particulier du paiement qui forme et détruit le revenu

---

<sup>6</sup> Dans le but de simplifier l'analyse seuls des actifs et passifs seront considérés.

<sup>7</sup> Cf. infra, 2.1.

<sup>8</sup> Cf. infra, 2.1.

<sup>9</sup> C'est l'abstraction, la théorie, qui permet la subdivision de l'instant où le paiement est effectué. Dans la réalité, l'instant n'est pas décomposable dans des « sous-instants ». Les « sous-instants » sont donc abstraits.

macroéconomique. Or, il est clair que pour atteindre cet objectif l'analyse doit être assez simplifiée. Cette simplification réside d'abord dans le fait que tout le raisonnement s'effectuera en économie fermée. De plus, nous ne prendrons pas en considération les relations interbancaires et les relations entre les entreprises. Pour atteindre le but fixé nous analyserons par ordre de complexité la formation et la dépense de revenu. Nous débuterons avec l'analyse du paiement qui forme et qui détruit le revenu sans considérer le profit, c'est-à-dire qu'on considérera uniquement les salaires. Comme deuxième étape nous introduirons la formation et la dépense du profit. Cela nous permettra de déceler une anomalie du système : le prêt du profit à l'ensemble des ménages. L'approfondissement de l'analyse de la formation et de la dépense des revenus tout comme l'analyse de la pathologie du système ne pourra pas être développée dans cet essai. Du temps et du travail sont encore nécessaires.

## FORMATION ET DEPENSE DES SALAIRES

### 1. Hypothèses didactiques<sup>10</sup>

- Les agents n'ont pas des dépôts préalables. Ils n'ont pas de créances envers la banque. On fait « tabula rasa » des périodes précédentes, la période de production seule est analysée<sup>11</sup>.
- On va supposer que l'entreprise distribue en paiement du salaire 10 unités de monnaie (UM) pour la production de 10 unités de biens.
- L'entreprise va produire 5 unités de biens-salaires, 3 unités de biens non salariaux (soit au total 8 unités de biens de consommation) et 2 unités de biens d'investissement.
- Les anticipations de l'entreprise sont exactes.
- Le prix de la totalité de la production est de 20 UM.
- On suppose que les titulaires de revenus vont dépenser la totalité de leur revenu en une seule fois.

### 2. Formation et dépense du revenu sans profit

#### 2.1. Formation du revenu

On suppose l'inexistence de revenus non salariaux et du profit net (revenus des entreprises). Il est donc évident que les salaires distribués sont la mesure de la production nationale de la période.

	BANQUE (B)	ENTREPRISE (E)	TRAVAILLEUR (T)
1)	E 10	E 10	B 10
2)	T 10	E 10	Produit
3)	T 10	T 10	B 10 (-)
	E 10	E 10	B 10 (+)
4)	E 10	E 10	B 10
5)	E 10	T 10	Stock 10

<sup>1</sup>dépense énergétique : physique et/ou intellectuelle. (Travail)

<sup>10</sup> Les hypothèses didactiques se distinguent des hypothèses de la modélisation économique par le fait que même si on les relâche le raisonnement théorique reste totalement valable.

<sup>11</sup> On entend la « période logique » de production, c'est-à-dire la formation du revenu  $t^0$  et la dépense correspondante au revenu formé en  $t^0$  (qui a lieu dans un temps chronologiquement postérieur à  $t^0$ , par exemple en  $t^1$ )

Opération comptable 1). On a la création de la « monnaie-nombre ». Dans notre exemple on a, par hypothèse, une création de 10 unités de monnaie (UM). La banque donne 10 UM à l'entreprise et l'entreprise doit ces 10 UM à la banque. Il n'y a pas encore de créances ni de dettes réelles. En effet, « le réel » peut résulter uniquement d'une production et non d'une opération purement numérique. Les créances et les dettes sont donc personnelles. C'est bien dans ce sens qu'on parle de monnaie nominale. La banque crée « ex nihilo » la « monnaie zéro ». Le pouvoir créateur de la banque consiste dans la création du « nombre zéro », c'est-à-dire 10 UM à la fois positives et négatives (chez l'entreprise et chez elle) à partir de « rien ». La banque crée des nombres purs, des nombres sans dimension<sup>12</sup>. Elle crée des unités de compte. Dans cette opération la banque émet une promesse : elle doit à l'entreprise 10 UM. La banque se retrouve donc avec une dette personnelle envers l'entreprise. Il est clair que l'entreprise obtient la promesse de la banque uniquement si, simultanément, elle assume une dette personnelle envers la banque. Cette dette est la contrepartie exacte de la créance personnelle. On constate donc que la banque s'engage uniquement si son client, l'entreprise, s'engage aussi. Or, l'utilité de l'opération consiste dans le fait que l'entreprise peut utiliser la créance personnelle sur la banque pour payer le travailleur.

Opération 2). L'entreprise utilise la « monnaie-nombre » créée par la banque pour payer le travailleur. L'entreprise perd ainsi sa propre créance (nominale) sur la banque, elle donne au travailleur une « monnaie-nombre » qui n'est pas sa propriété. Cependant le travailleur ne reçoit pas une « monnaie-nombre » (nominale), il reçoit une monnaie réelle. Dans le paiement du travailleur il y a le « chargement » de la monnaie nominale due à la production. Comme dans tout paiement il y a création d'une monnaie positive chez le payé (dans son actif) et d'une monnaie négative chez le payeur (dans son passif). Dans notre exemple 10 UM sont créées en tant que monnaie « positive-négative ». La monnaie n'est jamais négative ou positive, elle est toujours à la fois négative et positive. C'est dans ce sens qu'on parle d'émission monétaire. Le produit physique (résultat de la production) « entre » dans la monnaie négative (grâce à production), qui le mesure. La production est donc une action dont le résultat est le produit. La monnaie positive du travailleur devient donc réelle. Le travailleur reçoit son produit sous forme monétaire et non directement sous forme de valeur d'usage. On a, par conséquent, un échange absolu ; en effet, le produit est échangé (changé) contre lui-même. La monnaie réelle, c'est-à-dire le produit monétaire, est le revenu macroéconomique. La valeur économique est donc le produit mesuré par le salaire émis.

Opération 3). Le revenu du travailleur doit prendre une forme<sup>13</sup>. La monnaie positive n'existe pas dans le temps chronologique. En effet, dans le concret, le revenu est toujours sous forme de dépôt bancaire. Cela signifie qu'il subit une transformation. En effet, le revenu est transformé en un titre au produit par une opération financière (intermédiation financière de la banque). Le travailleur achète les titres au produit (sous forme de dépôt bancaire) en dépensant son revenu. L'entreprise vend ces titres. Cette « achat-vente » se fait par l'intermédiation de la banque. Comme dans tout paiement une monnaie positive est créée chez le payé (actif de l'entreprise) et une monnaie négative est créée chez le payeur (passif des travailleurs). La création de monnaie véhicule l'« achat-vente » de titres. Il y a la rencontre des monnaies positives et négatives chez les deux agents. Cette rencontre implique une destruction de monnaie. Grâce à la vente des titres au produit, l'entreprise trouve la monnaie positive nécessaire pour

<sup>12</sup> Les nombres sans dimension sont des unités de compte universelles, c'est à dire des nombres qui peuvent décompter tous les objets indistinctement (n'importe la caractéristique physique de l'objet).

<sup>13</sup> Par forme on entend un dépôt financier (dépôt à vue, à terme).

faire sortir le produit introduit dans la monnaie négative. La monnaie positive rencontre la monnaie négative ; les deux monnaies se détruisent et le produit sort de l'emprise de la monnaie négative. Le produit se transforme en stock. Le stock fait partie de l'actif de l'entreprise. Au passif de l'entreprise se trouve une dette due à la vente des titres nécessaire pour obtenir les stocks. Les stocks constituent donc la forme matérielle du « capital-simple ». L'entreprise fait un investissement<sup>14</sup> : elle vend des titres pour obtenir un actif réel, le stock. La dette envers la banque signifie que l'entreprise est seulement un agent intermédiaire ; en effet, le stock se retrouve dans son actif uniquement en contrepartie d'une dette correspondante. Le travailleur achète les titres au produit contre son propre revenu. C'est justement puisqu'il a gagné un revenu qu'il peut acheter les titres au produit vendus par l'entreprise à travers la banque. On constate que le produit est totalement écoulé une première fois sur le marché financier. Le revenu est transformé en capital. Le travailleur détient des titres au produit. On obtient donc la forme financière du « capital-simple ». Il faut souligner l'importance de cette opération qui permet la naissance d'un « capital-simple » ou « capital-temps » macroéconomique. Ce capital est macroéconomique puisqu'il est net dans l'économie. En effet, le revenu, forme monétaire du produit, est prêté par le travailleur à l'entreprise : ce prêt définit l'épargne du travailleur et le capital macroéconomique financier. Or, il est important de comprendre que le prêt du revenu est un prêt sans emprunt, sinon, le capital ne pourrait pas être défini comme macroéconomique<sup>15</sup>. Cela apparaît clairement dans le fait que l'entreprise, en empruntant, obtient à son actif le stock, c'est-à-dire la forme matérielle du capital macroéconomique. L'entreprise se retrouve avec un actif réel et une dette réelle correspondante envers la banque : elle est donc « neutre » dans l'opération. C'est dans ce sens qu'on peut affirmer que l'entreprise fait un investissement et non un emprunt. Le travailleur perd son revenu macroéconomique pour obtenir un titre à un dépôt. Le dépôt est net. La créance du travailleur sur la banque est nette. La dette correspondante de l'entreprise à comme contrepartie le stock, forme réelle du capital macroéconomique. Tout se passe comme si le travailleur se prête à lui même son revenu. Il détruit son revenu en capital à travers l'intermédiation de la banque et de l'entreprise.

Opération 4). L'entreprise restitue à la banque la créance personnelle de 10 UM. Cette opération efface l'Opération 1). On observe donc le rôle de la « monnaie-nombre » créée par la banque : elle permet de véhiculer le paiement du salaire tout en le mesurant. La « monnaie-nombre » est prise dans un « flux-reflux » immédiat. En même temps qu'elle sort de la banque, elle y entre. Le flux ne peut exister que si le reflux existe et le reflux ne peut exister sans le flux. On trouve la logique stricte du circuit. C'est bien dans ce sens qu'on peut affirmer que la « monnaie-nombre » ne sort jamais de la banque émettrice. La « monnaie-nombre » existe uniquement dans les paiements. La « monnaie-nombre », tout comme la monnaie réelle, c'est-à-dire la « monnaie-nombre » chargée du produit, n'ont pas la possibilité d'exister dans le temps continu (chronologique). Cela est dû au fait que leur existence se limite au paiement instantané. Seul le capital, sous ses deux formes (réelle et financière), peut exister dans le temps continu.

Opération 5). On a le résultat comptable de l'émission. Deux agents intermédiaires interviennent : l'entreprise et la banque. L'entreprise et la banque tiennent lieu d'intermédiaire entre le travailleur et le produit de son travail. En effet, la banque se retrouve avec une dette réelle envers le travailleur et une créance réelle envers l'entreprise ; alors que l'entreprise se

<sup>14</sup> Forme simple de l'investissement qu'il ne faut pas confondre avec l'investissement en capital fixe (cf. infra 3.1.2.).

<sup>15</sup> Si l'agent T prête à l'agent A, le capital macroéconomique est nul, puisque on obtient comme résultat de l'opération un capital négatif sur T et un capital positif sur A.

retrouve avec un actif réel (stock) et une dette réelle envers la banque. Quant au travailleur, il détient une créance réelle envers la banque (titres au produit). Il a donc une créance réelle envers l'entreprise à travers la banque. Cela signifie qu'il détient la propriété des biens stockés en entreprise.

Les opérations 1), 2), 3) et 4) consomment un temps nul. Le paiement est instantané. La décomposition d'un instant est possible seulement dans l'analyse. La comptabilité n'enregistre pas les flux, mais le résultat de ces flux. Le résultat des quatre opérations comptables est donc enregistré par la cinquième. C'est ainsi la cinquième Opération qui est enregistrée dans les comptabilités non « macro-analytiques ». On constate que chaque agent n'est pas uniquement crédité ou débité, mais il est crédité et débité simultanément, c'est-à-dire dans l'instant même du paiement. Le travailleur est crédité : il perçoit son revenu (opération 2), et simultanément débité, du fait de l'achat des titres au dépôt : il détruit son revenu en épargne (opération 3). L'entreprise est débitée : elle rémunère le travailleur à travers la banque (opération 2), et instantanément créditée : elle vend des titres au produit (opération 3). La banque est aussi créditée et de débitée simultanément : elle tient toujours lieu d'intermédiaire entre le travailleur et l'entreprise. La comptabilité « macro-analytique » est donc caractérisée par le « crédit-débit » simultané pour chaque agent.

## 2.2. Dépense du revenu

### 2.2.1. Sans prêt

BANQUE (B)		ENTREPRISE (E)		TRAVAILLEUR (T)	
1) E 10	T 10	Stock 10	B 10 (dette)	B 10 (titres)	
2) T 10	T 10			B 10	B 10
3) T 10	T 10			B 10 (+)	B 10 (titres)
E 10	E 10	B 10	B 10 (-)		
4) T 10	B 10	B 10 (+)	Stock 10	Produit 10	B 10 (-)
5) T 10	T 10			B 10	B 10
6) 0	0	0	0	Produit 10	0

Opération comptable 1). Report du résultat de l'émission.

Opération 2). Le travailleur décide de dépenser son revenu. Par conséquent, il demande à la banque de créer la « monnaie-nombre » nécessaire pour monétiser la vente de ses titres. Rien ne change par rapport à l'Opération 1) de la formation des salaires.

Opération 3). Le travailleur vend les titres pour reformer le revenu nécessaire à l'acquisition du produit. Les titres vendus par le travailleur sont achetés par l'entreprise. Le produit est réintroduit dans la monnaie négative formée en entreprise par cet achat de titres.

L'entreprise peut acheter des titres (qui compensent sa dette réelle envers la banque) uniquement par l'acquisition d'une monnaie négative. La banque crée donc une monnaie positive chez le payé (le travailleur qui vend les titres) et une monnaie négative chez le payeur (l'entreprise achète des titres). Dans cette opération le « capital-simple » ou « capital-temps » formé au moment de l'émission du salaire est détruit sous ses deux aspects : réel et financier. D'un part les stock est réintroduit dans la monnaie négative : il est donc détruit, l'actif réel de l'entreprise disparaît. D'autre part l'épargne du travailleur, aspect financier du capital, est détruite en revenu, c'est-à-dire en monnaie positive qui est la contrepartie exacte de la monnaie négative dans laquelle le produit physique est écoulé (cf. supra 2.1.). C'est dans ce sens que le capital macroéconomique formé lors du paiement du salaire est défini comme « capital-temps » ou « capital-simple ». Il permet d'introduire un intervalle de temps positif entre la formation de ce revenu et sa dépense finale en valeur d'usage.

Opération 4). Le travailleur paie l'entreprise à travers la banque. La banque crée une monnaie négative chez le payeur (le travailleur achète les biens-salaires) et une monnaie positive chez le payé (l'entreprise vend les biens-salaires). La monnaie négative rencontre la monnaie positive à la fois chez le payeur et chez le payé en se détruisant. Le travailleur obtient, dans son achat final, le produit physique contre le produit en monnaie, c'est-à-dire le revenu (échange absolu : le produit est échangé contre lui-même). Le revenu est détruit définitivement. Reste uniquement la valeur d'usage à la disposition du travailleur.

Opération 5). On observe le reflux à la banque de la « monnaie-nombre ». Ce reflux détruit la « monnaie-nombre ». Rien ne change par rapport à l'Opération 4) de la formation des salaires.

Opération 6). Le travailleur obtient le produit en pure valeur d'usage. On peut remarquer le rôle d'intermédiaires que jouent la banque et l'entreprise. En effet, ni l'une ni l'autre n'obtiennent une fraction de la production nationale. Elles tiennent lieu d'intermédiaires pour le travailleur, qui d'abord obtient le produit sous forme monétaire et puis sous sa forme réelle (dans ses dépenses finales).

### 2.2.2. Avec prêt

#### 2.2.2.1. Prêt à l'intérieur de l'ensemble des ménages

Le raisonnement est presque le même que celui de la dépense du revenu sans emprunt. La différence réside dans le fait que l'emprunteur dépense le revenu à la place du travailleur. Le travailleur vend un titre au produit courant et achète un titre sur un produit futur. L'emprunteur renonce à un titre sur un produit futur pour obtenir et dépenser un titre au produit courant. L'emprunteur emprunte pour faire une dépense finale; il préfère une dépense courante à une dépense future. Cette dépense est effectuée, par hypothèse, simultanément à l'emprunt. On constate que chaque agent vend exactement ce qu'il achète et achète exactement ce qu'il vend. En effet, l'achat commercial net de l'emprunteur vaut une vente nette sur le marché financier. Le rôle de la banque est celui d'un pur intermédiaire entre le travailleur et l'emprunteur. L'entreprise maintient aussi son rôle d'intermédiaire entre les titulaires de revenu (travailleur et emprunteur) et eux-mêmes. Suivons les opérations comptables :

BANQUE (B)		ENTREPRISE (E)		TRAVAILLEUR (T)	EMPRUNTEUR (emp.)	
E 10	T 10	Stock 10	B 10	B 10 (t)*		
1) emp. 5	emp. 5					
2) em. 5 (tf)*	emp. 5				B 5 (+)	B 5 (tf)**
3) emp. 5	emp. 5				B 5 (t)	B 5 (-)
4) emp. 5	emp. 5				B 5	B 5
5) emp. 5	emp. 5				B 5	B 5
6) emp. 5	emp. 5				B 5 (+)	B 5 (t)
7) emp. 5 E 5	emp. 5 E 5	B 5	B 5 (-)			
8) E 5	emp. 5	B 5 (+)	Stock 5		Prod. 5	B. 5 (-)
9) emp. 5	emp. 5				B 5	B 5
10) T 5	T 5			B 5	B 5	
11) T 5 E 5	T 5 E 5	B 5	B 5 (-)	B 5 (+)	B 5 (t)	
12) E 5	T 5	B 5 (+)	Stock 5	Prod. 5	B 5 (-)	
13) T 5	T 5			B 5	B 5	
14) em. 5 (tf)*	T 5	0	0	Prod. 5 B (t) 5	0	Prod. 5 B 5 (dette)

\* titres au produit courant (dépôt)

\*\*titres à un revenu futur.

Opération comptable 1). Report du résultat de la formation des salaires.

Opération 2). L'emprunteur décide d'emprunter 5 UM. La banque crée les 5 UM de « monnaie-nombre » nécessaires à la « véhiculation » de cet emprunt.

Opération 3). L'emprunteur vend des titres à un revenu futur. Il renonce à un revenu futur pour pouvoir obtenir un titre à un produit courant. L'emprunteur désire être acheteur excédentaire sur le marché des produits, il ne peut l'être que s'il est en même temps vendeur excédentaire sur le marché financier. La banque achète les titres au revenu futur en payant l'emprunteur avec une monnaie positive. L'emprunteur s'endette pour obtenir une monnaie positive.

Opération 4). L'emprunteur achète des titres au produit courant grâce à la monnaie positive qu'il a perçu par la vente des titres à un produit futur. La monnaie négative rencontre la monnaie positive en se détruisant.

Opération 5). On a le reflux dans la banque de la « monnaie-nombre » véhicule de la ligne de crédit.

Opération 6). L'emprunteur emprunte pour acheter le produit courant. Au lieu de reconstituer la totalité du revenu (10 UM) dans l'actif du travailleur contre la vente des titres au pro-

duit, on a une reconstitution partagée entre le travailleur et l'emprunteur. La banque crée donc la « monnaie-nombre » nécessaire pour monétiser l'achat de l'emprunteur.

Opération 7). La banque crée une monnaie positive chez le payé (l'emprunteur vend les titres au produit) et une monnaie négative chez le payeur (l'entreprise achète les titres).

Opération 8). L'emprunteur paie l'entreprise avec le revenu qu'il a obtenu de la vente des titres à travers la banque. Une monnaie positive est créée chez le payé (entreprise) et une monnaie négative est créée chez le payeur (emprunteur). La monnaie positive rencontre la monnaie négative à la fois chez le payé et chez le payeur en se détruisant.

Opération 9). L'emprunteur retourne la « monnaie-nombre » à la banque. On a le flux-reflux immédiat de la « monnaie-nombre » qui monétise l'achat final.

Opérations 10), 11), 12) et 13). On observe les mêmes opérations que 6), 7), 8) et 9). La seule différence tient au fait que l'agent impliqué n'est pas l'emprunteur mais le travailleur.

Opération 14). On constate le résultat de la dépense du revenu avec prêt. L'emprunteur obtient le produit de 5 UM en valeur d'usage. Il a pu obtenir le produit à la place du travailleur uniquement en contrepartie d'une dette réelle envers la banque. Le travailleur détient encore des titres de 5 UM. Il a donc une créance réelle envers la banque qui représente son épargne de la période courante. La banque, en tant qu'intermédiaire financier, se retrouve avec une dette réelle envers le travailleur (épargne du travailleur) et une créance réelle envers l'emprunteur (prêt).

Le grand changement dans la comptabilité par rapport à la dépense sans prêt réside dans le résultat. Du fait de l'emprunt, l'emprunteur a contracté une dette envers la banque et la banque détient une dette envers le travailleur. La banque s'expose au risque d'insolvabilité. En effet, la dette et la créance de la banque sont réelles. L'objet de la créance est un produit futur de l'emprunteur. L'emprunteur doit donc gagner un revenu pour pouvoir rembourser la banque qui pourra à son tour rembourser le travailleur. La banque joue son rôle d'intermédiaire financier : elle prête aux agents déficitaires (sur le marché des produits) l'épargne des agents excédentaires. Cette activité est rémunérée par la différence du taux d'intérêt appliqué au prêt et celui appliqué au dépôt. L'activité de la banque est donc soumise au risque d'insolvabilité de l'emprunteur. Si l'emprunteur ne peut rembourser la banque, la banque ne peut rembourser le travailleur que si elle renonce à une partie de ses propres revenus. Si la banque n'a pas de revenus propres elle est condamnée à la faillite et le travailleur subit une perte nette.

## 2.2.2.2. Prêt du travailleur à l'entreprise

Le prêt n'est plus effectué à l'intérieur de l'ensemble des ménages, mais entre deux ensembles distincts. En effet, le travailleur (ensemble des ménages) prête à travers la banque (intermédiaire financier) à l'entreprise (ensemble des entreprises). Comme tout emprunteur, l'entreprise emprunte un revenu pour le dépenser. Si elle le dépense dans l'achat des biens-salaires on obtient le même résultat que dans le cas de prêt à l'intérieur de l'ensemble des ménages (cf. supra 2.2.2.1.). Si elle le dépense dans une nouvelle production, elle fait un investissement. L'entreprise fait produire des biens pour elle-même en payant les travailleurs avec l'emprunt qu'elle a obtenu de la banque. Suivons les opérations de comptabilité :

BANQUE (B)		ENTREPRISE (E)		TRAVAILLEUR (T)	
1) E 10	T 10	Stock 10	B 10 (dette)	B 10 (t)*	
2) E 5	E 5	B 5	B 5		
3) E 5 (tf)*	E 5	E 5 (+)	E 5 (tf)*		
4) E 5	E 5	E 5 (t)	E 5 (-)		
5) E 5	E 5	B 5	B 5		
6) E 5	E 5	B 5	B 5		
7) E 5	E 5	B 5 (+)	B 5 (t)		
E 5	T 5	b.inv. 5	B 5 (-)	B 5 (+)	
8) T 5	T 5			B 5 (t)	B 5 (-)
9) E 5	E 5	B 5	B 5		
10) T 10	T 10			B 10	B 10
11) T 10	T 10			B 10 (+)	B 10 (t)
E 10	E 10	B 10	B 10 (-)		
12) T 10	E 10	B 10 (+)	Stock 10	Produit 10	B 10 (-)
13) T 10	T 10			B 10	B 10
14) E 5 (tf)*	T 5	b. inv. 5	B 5 (dette)	B 5 (t) Produit 10	

\*titres au produit courant

\*\*titres à un revenu futur.

Opération comptable 1). Report du résultat de l'émission.

Opérations 2), 3), 4) et 5). On assiste aux mêmes opérations que celles effectuées dans le cas de dépense avec emprunt à l'intérieur de l'ensemble des ménages. La seule différence est que le prêt est accordé à l'entreprise.

Opération 6). L'entreprise décide de dépenser le revenu emprunté. La banque crée la « monnaie-nombre » nécessaire pour monétiser l'achat (5 UM).

Opération 7). L'entreprise vend les titres au produit qu'elle a emprunté pour obtenir le revenu nécessaire à son achat. Elle dépense le revenu obtenu dans la rémunération du travailleur

producteur des biens d'investissement. Le travailleur perçoit un revenu. La banque crée donc une monnaie positive chez le payé (travailleur) et une monnaie négative chez le payeur (entreprise).

Opération 8). Le revenu du travailleur prend une forme dans l'achat des titres au produit (dépôt). L'entreprise vend les titres. La monnaie négative rencontre la monnaie positive à la fois chez le payeur et chez le payé en se détruisant. On constate que la production de la période est de 15 UM. En effet, il y a production de 10 UM de biens-salaires et de 5 UM de biens d'investissement.

Opération 9). Reflux de la « monnaie-nombre » dans la banque.

Opérations 10), 11), 12) et 13). Le travailleur fait l'achat de 10 UM de biens-salaires. Rien ne change par rapport à la dépense du salaire sans prêt.

Opération 14). On observe le résultat de la dépense du salaire avec prêt à l'entreprise. Il est important de remarquer que l'entreprise dépense le revenu emprunté dans une nouvelle production. Des biens d'investissement sont produits. En effet, l'entreprise se retrouve avec les biens d'investissement à son actif. Mais les biens d'investissement ne sont pas la propriété de l'entreprise. Cela est dû au fait qu'elle n'a pu les obtenir que contre une dette réelle envers la banque (emprunt). Cette dette est l'exacte contrepartie des biens d'investissement produits. L'entreprise pourra obtenir la pleine possession de ces biens uniquement au moment où elle remboursera sa dette. Pour le faire elle devra réaliser un profit. Le travailleur détient des titres aux biens d'investissement produits (5 UM), mais il possède aussi le produit sous forme de valeur d'usage (10 UM). On remarque donc que le travailleur possède les biens d'investissement à travers la banque, qui joue uniquement un rôle d'intermédiaire financier.

### 3. Formation et dépense du revenu avec profit

Dans la formation et la dépense du revenu sans profit (point 2) on a considéré la formation de 10 UM de revenu. Le seul revenu impliqué était le salaire et la totalité du produit était constitué de biens-salaires. En effet, on avait par hypothèse exclu de l'analyse les revenus non salariaux et le profit de l'analyse. En introduisant et en expliquant le profit, nous allons aussi traiter des revenus non salariaux.

#### 3.1. Dépense du salaire et formation du profit

##### 3.1.1. Le profit réel

	BANQUE (B)		ENTREPRISE (E)		TRAVAILLEUR (T)	
1)	E 10	T 10	Stock 10	B 10 (dette)	B 10 (titres)	
2)	T 10	T 10			B 10	B 10
3)	T 10 E 10	T 10 E 10	B 10	B 10 (-)	B 10 (+)	B 10 (titres)
4)	T 10	E 10	B 10 (+)	Stock 5	Produit 5	B 10 (-)
5)	T 10	T 10			B 10	B 10
6)	0	0	Stock 5	0	Produit 5	

Opérations comptables 1), 2) et 3). Rien ne change par rapport à la dépense du salaire sans profit.

Opération 4). Le profit se forme dans la dépense du salaire. Le prix de vente du produit est plus élevé que sa valeur (=coût de production). Dans notre cas, on suppose que le prix est de 20 UM. Le travailleur dépense les 10 UM, c'est-à-dire la totalité de son salaire et il obtient en échange uniquement la moitié du produit. Il obtient donc le produit pour une valeur de 5 UM. L'autre moitié du produit est appropriée par l'entreprise. On s'aperçoit donc que le salaire réel est seulement la moitié du produit total, l'autre moitié constitue le profit réel de l'entreprise.

Opération 5). Reflux de la « monnaie-nombre ».

Opération 6). On constate le résultat de la dépense du salaire avec formation du profit réel. A travers le prix, un produit de 5 UM est approprié par la firme sous forme réelle. Le travailleur obtient uniquement un produit en valeur d'usage pour 5 UM.

A ce moment le raisonnement rencontre une difficulté. Comment expliquer le profit monétaire? Dans le raisonnement qui vient d'être développé, la formation du profit réel est expliquée, mais celle du profit monétaire ne l'est pas. Or, on sait que dans la réalité, le profit est à la fois réel et monétaire. L'explication du profit monétaire constitue aussi un élément majeur de l'explication des revenus non salariaux.

### 3.1.2. Le profit monétaire et réel

Pour expliquer le profit monétaire il faut comprendre l'existence des dépenses positives sur le marché des produits, à l'intérieur des dépenses négatives effectuées sur le marché des facteurs de production. L'argument est difficile. Il faut procéder par étapes. On part d'une supposition : l'entreprise anticipe son profit et décide de faire produire des biens d'investissement pour 2 UM et des biens non salariaux pour 3 UM sur une production totale de 10 UM. Cela signifie que dans l'émission de 10 UM de salaire l'entreprise achète pour 5 UM de biens sur le marché des produits. L'entreprise fait produire 5 UM pour son compte. Elle anticipe la formation du profit. Essayons de suivre les opérations comptables:

	BANQUE	ENTREPRISE		TRAVAILLEUR	
1)	E 10	E 10	B 10	B 10	
2)	E 10	T 10	Produit	B 10 (-)	B 10 (+)
3)	T 10	T 10			B 10 (titres)
	E 10	E 10	B 10 (+)	B 10 (dette)	B 10 (-)
4)	E 10	E 10	B 10	B 10	
5)	E 10	T 10	b. sal. 5 b. non-sal. 3 b. inv. 2	B 10 (dette)	B 10 (titres)

Opérations comptables 1), 2), 3) et 4). Rien ne change par rapport à la formation du salaire sans profit. Cela est dû au fait que même pour faire produire les biens d'investissement et les biens non salariaux l'entreprise distribue 10 UM en salaires. Le salaire mesure donc la totalité de la production. Les 5 UM servant à produire les biens d'investissement et les biens non salariaux sont à la fois un achat sur le marché des produits (l'entreprise achète les biens d'investissement et les biens non salariaux en avançant son profit) et une formation de salaire. En effet le travailleur a travaillé pour produire les biens d'investissement et les biens non salariaux, comme il a travaillé pour produire les biens-salaires. Il est donc rémunéré pour la totalité de son travail.

Opération 5). Le travailleur se retrouve avec des titres à la totalité du produit. L'entreprise se retrouve avec 5 UM de biens-salaires en stock, 3 UM de biens non salariaux et 2 UM de biens d'investissement. On constate que l'entreprise peut fixer dans son actif les biens d'investissement (capital fixe) et garantir l'écoulement des biens non salariaux seulement si le

profit de 5 UM est confirmé dans les achats finaux des travailleurs sur le marché des produits. En effet, le profit de l'entreprise se forme dans la dépense du salaire du travailleur. Le profit est donc dépensé dans la formation du salaire et formé dans la dépense du salaire.

La dépense du salaire forme le profit. Le profit est formé grâce à un écart entre le prix de vente et la valeur du produit. La valeur du produit est de 10 UM puisque le salaire distribué pour la production de la totalité du produit (biens d'investissement, biens salaires et biens non salariaux) est de 10 UM. Le prix de vente du produit est, par hypothèse, de 20 UM. Le travailleur dépense donc la totalité de son salaire, 10 UM, pour l'achat du produit. Il ne peut donc qu'obtenir la moitié du produit, c'est-à-dire 5 UM en produit. L'entreprise capte donc 5 UM à travers les prix. Cela signifie que les biens-salaires réels constituent la moitié de la production totale. Toutes ces relations se trouvent clarifiées lorsqu'on considère les opérations comptables effectuées :

BANQUE (B)		ENTREPRISE (E)		TRAVAILLEUR (T)	
1) E 10	T 10	b. sal. 5 b. non sal. 3 b. inv. 2	B 10 (dette)	B 10 (titres)	
2) T 10	T 10			B 10	B 10
3) T 10 E 5	T 10 E 5	B 5	B 5 (-)	B 10 (+)	B 10 (titres)
4) T 5	E 5	E 5 (+)	b. sal. 5	b. sal. 5	B 5 (-)
5) T 5	E 5	B 5 (+)			B 5 (-)
6) E 5	E 5	B 5 (titres)	B 5 (-)		
7) T 10	T 10			B 10	B 10
8) E 5	E 5	B 5 (titres) b non. sal. 3 b. inv. 2	B 5 (dette)	b. sal. 5	0

Opération comptable 1). Report du résultat de l'émission.

Opération 2). Création de la « monnaie-nombre » nécessaire à l'achat final du travailleur.

Opération 3). Le salaire est dépensé. Le prix de vente est de 20 UM, cela signifie qu'en dépensant la totalité de son revenu, c'est-à-dire 10 UM, le travailleur obtient seulement la moitié du produit total stocké en entreprise. Le travailleur salarié reçoit la totalité des biens-salaires produits pendant la période (5 UM). Cela signifie que le salaire réel de la période est de 5 UM. Le travailleur obtient une monnaie positive de 5 UM en contrepartie de la vente de 5 UM de titres. On assiste à la « décapitalisation » de 5 UM. Le capital se transforme à nouveau en revenu de façon à permettre l'achat des biens-salaires pour 5 UM. L'entreprise achète les titres vendus par le travailleur (5 UM). En contrepartie de cet achat, il y a création d'une monnaie négative chez l'entreprise dans laquelle les biens-salaires sont coulés.

Opération 4). Le travailleur paie l'entreprise et obtient les biens-salaires.

Opération 5). Dans le même achat le travailleur transfère des titres à l'entreprise pour 5 UM. Le transfert est dû au fait que le travailleur ne peut obtenir la totalité du produit de la période en dépensant la totalité de son salaire. L'entreprise est payée par le travailleur. Le travailleur dépense la totalité de son revenu (10 UM) et obtient seulement des biens-salaires pour 5 UM. Par conséquent, l'entreprise reçoit 10 UM (Opération 3) en contrepartie de la perte de 5 UM de biens (Opération 4). La différence (5 UM) représente un revenu pour l'entreprise.

Opération 6). Le revenu de l'Opération 5), comme tout revenu, a une existence instantanée. Il est d'emblée capitalisé. Il prend la forme d'un titre à un dépôt situé dans l'actif de l'entreprise. Le travailleur transfère à l'entreprise les titres au produit pour 5 UM à travers la banque. Avec ces 5 UM de titres, l'entreprise confirme les 2 UM de biens d'investissement et les 3 UM de biens non salariaux qu'elle a fait produire en anticipant le profit. Les biens d'investissement sont fixés dans l'actif de l'entreprise (capital fixe). Les biens d'investissement sont la propriété de l'entreprise, puisque au moment de la formation du salaire, elle avait dépensé les 2 UM de profit pour la production de ces biens. Le profit constitue le revenu de l'entreprise et donc les 2 UM de biens d'investissement sont la propriété de l'entreprise.

Opération 7). Il y a reflux de la « monnaie-nombre », qui représente le véhicule de paiement du travailleur.

Opération 8). Le travailleur se retrouve avec 5 UM de biens-salaires en valeur d'usage. L'entreprise se retrouve avec un stock de 3 UM de biens non salariaux et 2 UM de biens d'investissement. Ces 5 UM sont le profit brut de l'entreprise. Le profit brut représente un « capital-temps », un « capital-simple ». Il se retrouve sous sa double forme, c'est-à-dire réelle (biens stockés en entreprise) et financière (titres à ces stocks). Les titres sont la propriété de l'entreprise. L'entreprise grâce à la dépense du travailleur sur le marché des produits a en sa possession le profit sous sa double forme. La banque est encore un pur intermédiaire. Elle a une créance et une dette réelle envers l'entreprise. Elle est donc le « miroir » de l'entreprise, comme elle a été le miroir du travailleur dans la dépense sans profit. Or, on sait que l'entreprise a fait produire 2 UM de biens d'investissement pour elle même et 3 UM de biens non salariaux pour les travailleurs non salariaux. La banque distribue donc les titres qui donnent droit à l'achat de biens non salariaux aux travailleurs non salariaux. Les travailleurs non salariaux peuvent ainsi écouler de façon définitive les biens non salariaux. Les opérations comptables sont les suivantes :

BANQUE (B)		ENTREPRISE (E)		TRAV. NON SAL. (TNS)	
1) E 5	E 5	B 5 (titres) b non sal. 3 b. inv. 2	B 5 (dette)		
2) E 3	E 3	B 3	B 3		
3) E 3 TNS 3	E 3 E 3	B 3 (+)	B 3 (titres) B 3 (-)	B 3 (+)	
4) TNS 3	TNS 3			B 3 (titres)	B 3 (-)
5) E 3	E 3	B 3	B 3		
6) TNS 3	TNS 3			B 3	B 3
7) TNS 3 E 3	TNS 3 E 3	B 3	B 3 (-)	B 3 (+)	B 3 (titres)
8) E 3	TNS 3	B 3 (+)	b. non sal.	b. non sal. 3	B 3 (-)
9) TNS 3	TNS 3			B 3	B 3
10) E 2	E 2	B 2 (titres) b. inv. 2	B 2 (dette)	b. non sal. 3	

Opération comptable 1). Report du résultat de la dépense finale du travailleur salarié.

Opération 2). La banque crée la « monnaie-nombre » nécessaire pour le paiement des travailleurs non salariaux (3 UM).

Opération 3). L'entreprise paie les travailleurs non salariaux à travers la banque. L'entreprise vend les titres aux biens non salariaux de façon à « décapitaliser » le revenu non salarial. Ce revenu non salarial permet le paiement des travailleurs non salariaux par la banque. Les travailleurs non salariaux perçoivent leur revenu (3 UM).

Opération 4). Le revenu non salarial, comme tout revenu, a une existence dans l'instant. En effet, il est d'emblée transformé en titre au produit. Les travailleurs non salariaux achètent donc les titres aux produits non salariaux vendus par l'entreprise (Opération 3). Il y a donc transfert des titres de l'entreprise aux travailleurs non salariaux.

Opération 5). Reflux de la « monnaie-nombre ».

Opération 6). On observe la création de la « monnaie-nombre » nécessaire à l'achat des biens non salariaux.

Opération 7). Les travailleurs non salariaux décident de dépenser leurs revenus. Il y a donc écoulement final des biens non salariaux en valeur d'usage. Les travailleurs non salariaux vendent leurs titres en obtenant le revenu nécessaire à l'achat des biens non salariaux encore stockés en entreprise. L'entreprise achète ces titres contre une monnaie négative dans laquelle les biens non salariaux sont écoulés. L'achat des titres vaut compensation de la dette des en-

treprises envers la banque. On suppose que les biens non salariaux sont vendus à leur coût de production ; cela signifie que l'entreprise ne réalise pas des profits sur la vente de ces biens.

Opération 8). Les travailleurs non salariaux paient les entreprises à travers la banque. Ils obtiennent donc leur propre produit sous forme réelle (valeur d'usage).

Opération 9). On assiste au reflux de la « monnaie-nombre », « véhicule » de l'achat.

Opération 10). On constate le résultat de la dépense des revenus non salariaux. Les biens non salariaux sont définitivement écoulés. L'entreprise reste avec les biens d'investissement et les titres à ces biens qu'elle détient à travers la banque. La banque reste un pur intermédiaire.

Le résultat de cette opération nous permet de constater que l'épargne macroéconomique est identique à l'investissement macroéconomique. En effet, l'ensemble des ménages obtient uniquement une fraction du produit total par la dépense de la totalité de leur revenu. En dépensant 10 UM, qui correspondent à la valeur totale du produit, les ménages obtiennent seulement 8 UM de produit en valeur d'usage (5 UM en biens-salaires et 3 UM en biens non salariaux). La différence, 2 UM, définit leur épargne forcée. L'épargne forcée des ménages est le profit net des entreprises dépensé dans la production des biens d'investissement lors de la formation du salaire. On remarque que la dépense finale d'un revenu par l'ensemble des ménages détruit d'une façon définitive ce revenu. En effet, dans la dépense des ménages de 10 UM on distingue une dépense finale de 8 UM et un transfert de 2 UM à l'entreprise. Les 8 UM sont définitivement détruits. Les 2 UM transmises à l'entreprise définissent le profit net de l'entreprise. Ce profit est dépensé dans la production des biens d'investissement lors de la formation du salaire. On remarque que la dépense d'un revenu par l'entreprise ne détruit pas ce revenu. L'entreprise achète la production, et par conséquent le produit de cette production, par la dépense de son profit. Le profit dépensé par l'entreprise se transforme en revenu du travailleur.

## LA PATHOLOGIE : LE PRET DU PROFIT AUX MENAGES

### 1. Hypothèses didactiques

Par rapport à la dépense et la formation des revenus une seule modification intervient. Les titulaires de revenus ne dépensent pas leur revenu en une seule fois, mais ils le dépensent par tranches. Cela est nécessaire pour pouvoir expliquer la pathologie.

### 2. L'anticipation du profit

Le chômage et l'inflation n'ont pas leur cause dans une mauvaise anticipation de l'entreprise. Cela est dû au fait que le flux (salaire distribué au travailleur = 10 UM) est identique au reflux (dépense des titulaires de revenus = 10 UM) quelle que soit la période considérée. L'argument est très complexe. En effet, il s'agit de comprendre la nature profonde du profit. La réalisation du profit ne peut pas se faire par l'anticipation du profit. Le profit est réalisé dans la dépense du travailleur pour l'achat des biens-salaires. Si le travailleur dépense 10 UM pour acheter 5 UM de biens-salaires, le profit réalisé par l'entreprise est de 5 UM. Cela signifie que l'entreprise a fait produire des biens non salariaux et des biens d'investissement pour 5 UM au moment de la formation des salaires. Les 10 UM distribués en rémunération du travailleur salarié contenaient un achat de l'entreprise de 5 UM. C'est seulement après la dépense finale du travailleur pour l'achat des biens-salaires qu'il est possible de déterminer quelle était la partie des biens achetés par l'entreprise au moment de la formation des salaires. Si l'anticipation est parfaite, la réalisation confirme l'anticipation. Dans ce cas, la demande finale en biens-salaires, en biens non salariaux et en biens d'investissement correspond à la production décidée à l'avance par l'entreprise. Si l'anticipation ne correspond pas à la réalisation, la demande finale globale correspond encore à la production décidée à l'avance, mais la répartition de cette demande finale dans chaque catégorie de biens (biens-salaires, biens non salariaux et biens d'investissement) n'est pas celle anticipée. L'anticipation peut être incorrecte puisque le travailleur est libre de dépenser son revenu sur le marché financier dans l'achat des titres (actions, obligations, ...) ou de le dépenser sur le marché des produits dans l'achat final des biens-salaires. Si les biens-salaires s'écoulent pour une somme de salaires inférieure à 10 UM, cela signifie qu'une partie des biens non salariaux et/ou des biens d'investissement déjà produits manque de financement. L'entreprise doit compenser ce déficit par l'emprunt, elle est obligée de couvrir les coûts de production. En effet, elle a distribué 10 UM en rémunération pour le travailleur et elle n'en recouvre que 8 par la vente de la totalité des biens-salaires. Elle doit donc emprunter le montant exact des biens non salariaux et/ou d'investissement qui ne sont pas financés, c'est-à-dire la partie du revenu que le travailleur a dépensé pour l'achat des titres. Dans ce cas, l'entreprise emprunte donc 2 UM qu'elle n'avait pas prévu d'emprunter. Cela signifie qu'elle a trop emprunté. Elle a vendu trop des titres (action, obligations, options, ...). Les 2 UM empruntés par l'entreprise manquent à la réalisation du profit anticipé. Le travailleur achète des titres sur le marché financier puisque l'entreprise vend ces titres. L'entreprise obtient le financement de la production des biens non salariaux et des biens d'investissement par le profit réalisé dans la vente des biens-salaires (3 UM) et par

la vente des titres (2 UM = emprunt) au lieu de l'obtenir dans sa totalité par la vente des biens-salaires comme elle l'avait prévu.

C'est donc la dépense du salaire qui permet la réalisation du profit. Si l'entreprise n'anticipe pas d'une façon correcte la réalisation, elle va devoir ajuster la production des différentes catégories de biens pour la prochaine période (nouvelle émission) de façon à pouvoir confirmer ses anticipations. La production totale, et donc l'emploi, ne seront pas affectés par cet ajustement. L'entreprise produira moins de biens d'une catégorie (ex : biens-salaires) pour en produire plus dans une autre (ex. : biens d'investissement).

### 3. Le prêt du profit à l'ensemble des ménages

Le prêt du profit aux ménages cause une demande nominale excédentaire pour chaque période. Le profit de l'entreprise est à la fois réel et financier. Il est financier puisqu'il constitue un dépôt bancaire propriété de l'entreprise. Comme tout dépôt, le profit est prêté. Il est prêté à l'ensemble des ménages<sup>16</sup>. Les ménages empruntent donc d'une façon nette. L'ensemble emprunteur dépense son emprunt pour l'achat des biens-salaires. On dépense par conséquent 12 UM au lieu de 10 UM pour l'achat des biens-salaires. Il y a donc une demande nominale excédentaire de 2 UM. Les opérations comptables permettent d'éclairer les explications précédentes :

	BANQUE (B)	ENTREPRISE (E)	EMPRUNTEUR (emp.)		
1)		b. inv. 2			
	E 2	B 2 (titres)	B 2 (dette)		
2)	emp. 2	emp. 2		B 2	B 2
3)	emp. 2	emp. 2		B 2 (+)	B 2 (tit. fut.)*
4)	emp. 2	emp. 2		B 2 (titres)	B 2 (-)
5)	emp. 2	emp. 2		B 2	B 2
6)	emp. 2	emp. 2		B 2	B 2
7)	emp. 2	emp. 2		B 2 (+)	B 2 (titres)
	E 0	E 0	B 0	B 0 (-)	
8)	emp. 2	E 2	B 2 (+)	(Prod.)**	(Prod.)**
9)	E 2	E 2	B 2 (dette)	B 2 (-)	
10)	emp. 2	emp. 2		B 2	B 2
11)	em. 2 (tf)*	E 2	B 2 (titres) b. inv. 2	(Prod.)	B 2 (dette)

\*titres à un revenu futur.

\*\*produit acheté en concurrence des 10 UM déjà dépensés.

Le produit est introduit dans 10 UM négatives. Les 12 UM positives sont détruites par la rencontre des 10 UM négatives à cause de la « perte de poids » de chaque UM positive (cf. supra point 1.2.).

<sup>16</sup> Si le profit était prêté à une entreprise, il resterait à l'intérieur de cet ensemble. Aucune anomalie ne pourrait

Opération comptable 1). Report du résultat de la dépense des revenus.

Opération 2). Création par la banque au bénéfice de l'emprunteur de la « monnaie-nombre » nécessaire à l'opération d'emprunt.

Opération 3). L'emprunteur vend des titres à un produit futur contre une monnaie positive. La banque achète ces titres.

Opération 4). L'emprunteur achète des titres au produit courant vendus par la banque. Il les obtient contre une monnaie négative qui rencontre la monnaie positive en se détruisant.

Opération 5). Reflux de la « monnaie-nombre ».

Opération 6). L'emprunteur décide d'acheter des biens. Il y a par conséquent création par la banque de la « monnaie-nombre » nécessaire à l'achat de l'emprunteur.

Opération 7). L'emprunteur vend les titres au produit courant et obtient une monnaie positive (2 UM) nécessaire à son achat. Cette monnaie positive s'ajoute à la monnaie positive obtenue par le travailleur lorsqu'il avait décidé de dépenser son propre revenu pour l'achat des biens salaires (10 UM). Les deux monnaies positives contribuent à l'achat du produit d'une valeur de 10 UM. On a donc 12 UM qui achètent un produit d'une valeur de 10 UM. Le produit écoulé dans 10 UM négatives est acheté par 12 UM positives. 12 UM sont donc équivalentes à 10 UM, puisque avec 12 UM positives on ne peut qu'acheter la totalité du produit de 10 UM. En effet, il est impossible d'acheter un produit qui n'existe pas. On constate ainsi une perte de valeur de l'UM. Avec une UM positive on ne peut plus acheter une unité de produit. On ne peut qu'en acheter 10/12.

Opération 8). L'emprunteur obtient le produit en payant l'entreprise avec les 2 UM. La banque crée une monnaie positive chez le payé et une monnaie négative chez le payeur. L'emprunteur concurrence le travailleur pour l'achat des biens-salaires. L'entreprise vend donc la totalité des biens salaires en réalisant un profit monétaire supplémentaire (par rapport à la dépense du salaire avec la formation du profit sans emprunt net des ménages) du montant de l'emprunt. En effet 12 UM achètent 5 UM de biens-salaires. Le produit est donc partagé entre le travailleur et l'emprunteur. Ce partage permet à l'entreprise de réaliser un profit monétaire supplémentaire de 2 UM.

Opération 9). L'entreprise rembourse la dette qu'elle avait envers la banque. La monnaie positive est détruite dans le rachat de la dette que l'entreprise avait envers la banque.

Opération 10). Reflux de la « monnaie-nombre ».

Opération 11). On constate le résultat de la dépense du profit emprunté par les ménages. La banque détient une dette envers l'entreprise et une créance envers l'emprunteur. L'entreprise perd la dette qu'elle avait envers la banque. Elle se retrouve donc avec une créance envers la banque et avec des biens d'investissement fixés dans son actif. L'emprunteur a une dette envers la banque et en contrepartie de cette dette il obtient une fraction du produit. Tout se passe comme si la dette que l'entreprise avait envers la banque est transmise à l'emprunteur à travers l'emprunt du profit qu'il effectue. L'entreprise efface une dette sans la substituer ou sans

perdre une créance. Le montant de la créance de l'entreprise envers la banque est équivalent à la valeur des biens d'investissement fixés en entreprise. L'ensemble des ménages perd une fraction de son revenu futur (dette de l'emprunteur envers la banque) tout en achetant la même fraction du produit courant qu'il achetait sans l'opération d'emprunt net. L'entreprise qui, lors de la production, a dépensé son profit (anticipé) en obtenant les biens d'investissement nécessaires à son appareil productif, obtient aussi, par l'opération d'emprunt net de l'ensemble des ménages, un fond propre. Le mécanisme permet à l'entreprise d'obtenir ce fond par une demande nominale excédentaire sur les biens de consommation (biens-salaires et biens non salariaux).

## CONCLUSION

Dans l'analyse du paiement nous avons constaté que la monnaie est un nombre pur, une unité de compte. Cela signifie que la monnaie est totalement « dématérialisée ». De plus, la monnaie a une espérance de vie nulle. En effet, chaque émission de monnaie effectuée par une banque est une « création-déstruction » de monnaie. La « monnaie-nombre » est prise dans un « flux-reflux » réalisé dans l'espace d'un instant. Cependant ce « flux-reflux » permet de véhiculer les paiements d'un agent à l'autre. Nous avons aussi remarqué à la fois que tout paiement est une émission de monnaie et que toute émission de monnaie est un paiement. La « monnaie-nombre » existe donc uniquement à l'intérieur des paiements. De cela on déduit que chaque banque crée sa propre monnaie. En effet, chaque banque est apte à émettre un « flux-reflux » monétaire en effectuant un paiement pour le compte de ses clients.

L'analyse du paiement des salaires nous a permis de comprendre la valeur économique. La valeur de la totalité des biens produits dans chaque période est donnée par la somme des salaires distribués dans la période. Cela est dû au fait que la « monnaie-nombre » émise par la banque se charge du produit physique généré pendant la période considérée. Les biens produits sont coulés dans la monnaie négative créée au passif de l'entreprise. La monnaie négative permet de mesurer les biens produits. La mesure de ces biens est la valeur économique. La monnaie négative est créée uniquement si une monnaie positive correspondante est aussi créée. Celle-ci prend naissance dans l'actif du travailleur, qui perçoit donc une monnaie positive qui est l'exacte contrepartie de la monnaie négative dans laquelle les biens sont coulés. Cette monnaie positive constitue le revenu du travailleur. Le travailleur obtient donc le produit sous forme monétaire au lieu de l'obtenir directement en valeur d'usage. Cependant, vu que la « monnaie-nombre » a une espérance de vie réduite à l'instant, il en est de même pour le revenu. Le « flux-reflux » de la « monnaie-nombre » impose donc une existence instantanée au revenu. En effet, le revenu est détruit en capital<sup>17</sup> dans l'opération même du paiement des salaires. Le capital sous ses deux aspects (réel et financier) suit le « continuum » de temps. Le capital suit le temps chronologique jusqu'à la dépense finale décidée par les agents. En effet, dans cette opération le capital sera retransformé en revenu qui sera instantanément et définitivement détruit.

Les salaires représentent la mesure de la totalité du produit. Les profits ne s'ajoutent pas aux salaires. Les entreprises captent une partie des salaires des travailleurs au moment où ils effectuent leur dépense sur le marché des produits. Cette captation est possible parce que les prix sont supérieurs à la valeur. Les profits se forment ainsi dans la dépense des salaires. En effet, les travailleurs dépensent la totalité de leurs revenus (salaires), mais ils ne peuvent pas obtenir la totalité du produit correspondant. La partie non obtenue par les travailleurs est le profit brut des entreprises. Le profit est dépensé dans la formation des salaires. Les entreprises font produire une partie du produit pour elles-mêmes. Au moment où elles versent les salaires, elles achètent une partie de la production et donc du produit. Le paiement des salaires est à la fois une formation et une dépense de revenu. Les entreprises anticipent les profits et les dépensent. Nous constatons donc une dépense positive à l'intérieur d'une dépense négative. La formation des profits dans la dépense des salaires peut confirmer ou infirmer l'anticipation des

---

<sup>17</sup> Le capital suit le temps, c'est pour cela qu'il est défini « capital-temps » ou « capital-simple ».

entreprises. Or, même si les anticipations sont infirmées, aucune pathologie n'est détectable. En effet, cela signifie uniquement que la répartition des revenus ne s'effectue pas comme les entreprises l'avaient prévu. Les biens achetés par les entreprises au moment de la formation des salaires sont les biens non salariaux et les biens d'investissement. La différence entre les prix et la valeur au moment de la dépense des salaires est donc constatée uniquement sur les biens-salaires et non sur la totalité du produit. Cette différence signifie que les biens-salaires constituent seulement une partie de la totalité du produit national. Nous avons vu qu'une partie du produit est achetée par les entreprises au moment de la formation des salaires est distribuée. Cette distribution désigne les titulaires des revenus non salariaux. Le profit net correspond à la partie des profits restant à l'entreprise. Les biens correspondants à cette partie, achetés par l'entreprise au moment de la formation des salaires, désignent les biens d'investissement. Ces biens ne sont donc pas définis par leurs qualités physiques. Les biens d'investissements sont le capital fixe, celui-ci suit le temps chronologique sous ses deux aspects : financier et réel<sup>18</sup>. En effet, les entreprises détiennent les biens d'investissement à l'actif de leurs bilans. La possession est à la fois financière (monétaire) et réelle. La possession financière du capital fixe a comme contrepartie une dette réelle. Les entreprises ont une dette et une créance réelles envers la banque. La créance des entreprises envers les banques est un dépôt. Nous constatons que la dépense des profits, contrairement à tout autre revenu, n'implique pas leur destruction. Les profits subsistent à leur dépense.

La pathologie du système consiste dans le prêt du profit net (déjà formé et dépensé une fois) aux ménages. Le prêt du profit aux ménages permet la création d'un fond propre de l'entreprise. Le profit est donc dépensé deux fois : une fois par les entreprises (dans la production des biens d'investissement) et une fois par les ménages emprunteurs (dans l'achat des biens de consommation). Ce fond propre est créé aux dépens de l'ensemble des ménages. En effet, l'ensemble s'endette de façon nette sans obtenir de contrepartie réelle pour cet endettement. L'endettement des ménages cause une demande nominale excédentaire pour les biens de consommation. De plus, il va logiquement croître de période en période. Enfin, l'amortissement de cette dette croissante va être à la base de l'explication du chômage et de l'inflation macroéconomiques.

---

<sup>18</sup> La définition est similaire à celle du « capital-simple ». La différence réside dans le fait que le capital est fixé dans le temps chronologique « ab infinitum ». Il ne sera plus retransformé en revenu pour être définitivement détruit.

## BIBLIOGRAPHIE

- Cencini A. and Baranzini M., 1996, in *Inflation and Unemployment*, edited by Cencini A. and Baranzini M., Routledge, London.
- Cencini A. et Schmitt B., 1991, *External Debt servicing*, Printed Publishers, London.
- Cencini A., 1982, *The Logical Indeterminacy of Relative Prices*, in *Advances in Economic Theory*, édité par Baranzini M., B. Blackwell, Oxford.
- Cencini A., 1984, *Time an the macro analysys of income*, *St. Martin's Press*, New York.
- Cencini A., 1985, *L'analyse de la production*, Cahier de la Revue d'économie politique, Production et Monnaie, Sirey.
- Cencini A., 1988, *Money, Income and time*, Printed Publisher, London.
- Corti M., 1989, *Esogeneità e causalità*, ISES, Editions Universitaires, Fribourg.
- Gnos C., Schmitt B., 1990, *Le circuit réalité exhaustive*, Economies et Sociétés ; Monnaie et Production n. 6, pp. 63-74.
- Rossi S., 1996, *La moneta europea : utopia o realtà ?*, Meta-Edizioni, Bellinzona.
- Russel B., 1961, *Histoire des mes idées philosophiques*, Gallimard, Paris.
- Schmitt B. et Cencini A., 1976, *La pensée de Karl Marx, Critique et synthèse*, Vol. I : La valeur, Caestella.
- Schmitt B. et Cencini A., 1977, *La pensée de Karl Marx, Critique et synthèse*, Vol. II : La plus-value, Castella, Albeuve.
- Schmitt B., 1960, *La formation du pouvoir d'achat*, Sirey, Paris.
- Schmitt B., 1966, *Monnaie, Salaires et Profits*, PUF, Paris.
- Schmitt B., 1972, *Macroeconomic Theory, a fundamental revision*, Castella, Albeuve.
- Schmitt B., 1973, *New Proposal For World Monetary Reform*, Castella, Albeuve.
- Schmitt B., 1975a, *Génération de la monnaie des monnaies européennes*, Castella, Albeuve.
- Schmitt B., 1975b, *Théorie unitaire de la monnaie nationale et internationale*, Castella, Albeuve.
- Schmitt B., 1977a, *L'analyse macroéconomique des revenus*, Dalloz, Paris.
- Schmitt B., 1977b, *L'or, le dollar et la monnaie supranationale*, Calemman-Levy.
- Schmitt B., 1977c, *La monnaie européenne*, PUF, Paris.
- Schmitt B., 1982, *Time as Quantum*, in *Advances in Economic Theory*, édité par Baranzini M., B. Blackwell, Oxford.
- Schmitt B., 1984a, *Inflation, chômage et malformation du capital*, Economica et Castella, Paris et Albeuve.

- Schmitt B., 1984b, *Introduzione agli scritti monetari di D. Ricardo*, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, Roma.
- Schmitt B., 1984c, *La France souveraine de sa monnaie*, Economica et Castella, Paris et Albeuve.
- Schmitt B., 1984d, *Les pays au régime du FMI*, Castella, Albeuve.
- Schmitt B., 1986, *The Process of Formation of Economics in Relation to other Sciences*, in *Fundation of Economics*, Baranzini et Scazzieri, B. Blackwell, Oxford.
- Schmitt B., 1988a, *L'écu et les souverainetés nationales en Europe*, Dunod, Paris.
- Schmitt B., 1988b, *The Identity of Aggregate Supply and Demand in Time*, in *The fundation of Keynesian analysis*, Barrere A, Macmillan Press.
- Schmitt B., 1989, *La France appauvrie par le service de sa dette extérieure*, Economies et Sociétés, Hors Série n. 32, pp. 91-100.
- Schmitt B., 1993-1994, *Cours Polycopié*, Université de Fribourg.
- Schmitt B., 1994-1995, *Cours Polycopié*, Université de Fribourg.
- Schmitt B., 1995-1996, *Cours Polycopié*, Université de Fribourg.
- Schmitt B., 1996, *A new Paradigm for the Determination of Money Prices*, in *Money in Motion, The Post Keynesian and Circulation Approaches*, Edité par Delaplace et G. Nell E.J., Macmillan, London.
- Schmitt B., 1996, in *Inflation and Unemployment*, edited by Cencini A. and Baranzini M., Routledge, London.
- Schmitt B., *Fondamenti*, Rivista quadrimestrale di cultura, estratto a cura di Gerardo Bianco, Paideia Editrice, 8/1987.
- Schmitt B. et Cencini A., 1982, *Wage and Profits in a Theory of Emissions*, in *Advances in Economic Theory*, edité par Baranzini M., B. Blackwell, Oxford.
- Socchi G., 1977, *Monnaie, taux d'intérêt et revenu*, Castella, Albeuve.
- Wittgenstein L., 1993, *Tractatus logico-philosophicus*, Gallimard, Paris.